

POUR UN 14<sup>e</sup> CONGRES DE SAUVEGARDE ET DE  
RENFORCEMENT DE L'ACTION UNITAIRE

L'ampleur des luttes engagées cette année par l'U.N.E.M. montre la justesse de la ligne politico-syndicale du 13<sup>e</sup> congrès et particulièrement de la politique d'offensive préconisée. Ce succès n'est pas un hasard en traduisant sur le terrain la maturation et l'approfondissement des luttes des masses estudiantines menées par le passé, il constitue un pas important dans le dépassement des limites de la repression après l'accalmie inhérente aux années de réaction qui ont suivi la babare tuerie de mars 1965.

Le 14<sup>e</sup> Congrès doit avoir un triple objectif :

- La sauvegarde du caractère de masse de l'UNEM grâce à la cohésion et à l'unité du mouvement étudiant
- La consolidation, la continuation et l'approfondissement de l'option révolutionnaire de notre Union.
- La nécessité de synthétiser l'expérience du mouvement étudiant marocain pour lui donner sa juste expression sur les plans de l'analyse politique, de la ligne syndicale, des formes d'organisation et d'action.

Pour apporter leur contribution au renforcement de la ligne révolutionnaire au sein de l'U.N.E.M., les étudiants U.N.F.P. de Paris proposent à la discussion des camarades les lignes directrices d'un programme de combat qui, partant de l'analyse de la situation politique actuelle, trace les perspectives d'une stratégie de lutte pour l'U.N.E.M. organisation syndicale révolutionnaire.

I-LA SITUATION POLITIQUE

Depuis Mars 1965, la caractéristique constante de la situation au Maroc se ramène au double paradoxe du renforcement du régime dans l'isolement et de la puissance du courant progressiste au sein des masses dans l'absence d'un réel encadrement politique.

I-Le renforcement du pouvoir dans l'isolement politique

a- A l'intérieur :

Il élargit et consolide sa base de classe en réinstallant plus solidement la féodalité dans ses positions économiques et sociales dans l'appareil répressif qui lui donne le réel contrôle de l'Etat. C'est ainsi que toutes les dispositions dans le domaine agraire ( charte agricole de la classe dirigeante ...), que la militarisation des postes d'administration directe ( ministères, gouverneurs des provinces, police...), confèrent une assise objective et permanente à la dictature féodale.

Il domestique la bourgeoisie en lui ouvrant la voie du corporatisme et de la bureaucratie, précipitant ainsi sa dégénérescence par la perte de son caractère "national" . La bourgeoisie se transforme en agent administratif de la féodalité et en son transactinnaire avec le capital étranger (haute administration, accords avec la CEE.)

Il neutralise la couche supérieure de la petite-bourgeoisie en étendant son emprise sur le secteur tertiaire, récupérant ainsi une large

partie des intellectuels ( "marocanisation" du secteur tertiaire, postes "techniques" dans rouage bureaucratique ).

Ainsi le régime, par des mesures économiques et des privilèges sociaux, acquiert un fondement objectif qui lie les classes exploitantes à son propre sort. Par l'accentuation de la militarisation et de la répression implacable contre toute opposition, il assure à l'alliance réactionnaire la défense et la stabilité de ses intérêts contre toute montée des classes déshéritées.

#### b-A l'extérieur :

La conjoncture internationale actuelle d'offensive désespérée de l'impérialisme mondial contre le mouvement de libération nationale en position de défensive active momentanée, permet au pouvoir de sortir de son isolement diplomatique où l'avait maintenu l'active politique étrangère de l'U.N.F.P. Sans perdre les avantages de la "coexistence pacifique", il resserre son inféodation à l'impérialisme qui, en échange de sa mainmise économique et culturelle et de la sauvegarde de ses positions stratégiques au Maroc, garantit au régime sa survie par une aide militaire et policière accrue, et un soutien économique et financier pour le sauver à court terme de la faillite.

De même les difficultés des régimes progressistes arabes à la suite de la défaite de Juin 1967 qui les a engagés dans une période de "paix idéologique" avec la réaction locale, permettent au pouvoir de se placer en champion "de la solidarité islamique" et en "défenseur" de la cause palestinienne en occident, démagogie à usage interne et moyen de masquer son rôle de commis des intérêts américains dans le monde arabe et des visées françaises en Méditerranée orientale.

La fin du différend frontalier avec l'Algérie, la reconnaissance de la Mauritanie, l'abandon de nos territoires encore sous domination espagnole, complètent le blocus et l'encerclement que le pouvoir cherche à imposer aux forces patriotiques et progressistes à l'intérieur et à l'extérieur.

Le renforcement des structures internes du régime, le reflux momentané du mouvement de libération nationale dans cette période d'offensive impérialiste, engagent le régime dans une nouvelle phase non seulement de répression, mais de liquidation physique du mouvement progressiste avec la complicité des forces rétrogrades internationales (liquidation de "l'affaire Ben Boudia", livraison par le régime fasciste à l'Espagne des militants Bounailat et Benjelloun, vague de répression contre l'U.N.F.P., dissolution du P.L.S., étouffement dans le sang de tout mouvement populaire, et dernièrement l'enlèvement de EL-Yazghi...)

#### 2-El ruisement du mouvement progressiste

Face au régime féodal, se dressent les masses populaires dont le degré de conscience et de combativité s'élève parallèlement à leur paupérisation. La dégradation accélérée de la situation économique et sociale abaisse chaque jour le niveau de vie des masses laborieuses, gonfle l'armée des chômeurs et grossit le mécontentement populaire. L'opposition au pouvoir s'approfondit constamment et se radicalise par le rejet catégorique de toute possibilité de redressement dans le cadre actuel, et l'adoption de plus en plus consciente de la perspective d'un changement radical des structures politiques économiques et sociales par l'instauration d'un régime nouveau de démocratie, de justice sociale et de progrès.

Si le mouvement progressiste est à l'origine de cette prise de conscience en traçant une alternative démocratique et socialiste au régime d'exploitation et d'arriération, il se caractérise par ses carences structurelles dans l'encadrement des formidables potentialités populaires qu'il a su révéler et animer. Cette faiblesse qui se traduit par l'immobilisme et la paralysie réside en partie dans son inadaption aux conditions de répression, dans sa dispersion et dans les querelles de chapelle débouchant sur le sectarisme.

Cette situation lui enlève toute initiative, laissant au pouvoir féodal la maîtrise du champ de bataille dont il dispose à sa guise pour mettre en exécution son plan de pillage et de rapine, de suppression de toutes les libertés et d'écrasement des forces vives de la nation.

La constitution d'Al Koutlah Al Watania, à la faveur de la mascarade du référendum et des législatives de l'été dernier est une tentative qui peut contribuer favorablement au renversement de rapport de forces au profit des masses populaires. Visant à créer un large front d'opposition, offensive vis-à-vis du pouvoir royal, le succès de sa stratégie unitaire doit obéir aux conditions suivantes :

- L'établissement d'un programme politique clair et de moyens d'action capabl de mobiliser les masses populaires,
- Le renforcement des principes composantes progressistes au sein du Front pour assumer le rôle de direction qui leur échoit,
- L'organisation d'actions de masse contre le pouvoir sur les principaux fronts de combat.

## II-UNE STRATEGIE SYNDICALE REVOLUTIONNAIRE POUR L'UNEM

Devant le mûrissement de la situation, l'U.N.E.M. assume une importante responsabilité en tant qu'organisation d'avant-garde de la jeunesse. Son orientation conditionne son rôle dans la lutte contre le pouvoir.

Le problème de l'enseignement, par ses implications politiques économiques et sociales, constitue un des maillons les plus faibles du régime. Il a été un catalyseur puissant dans les batailles qu'ont livrées les masses populaires et qui ont abouti à la mise en question globale du système féodal. Par l'unanimité soutenue qu'il suscite et anime, il demeure l'un des plus larges fronts opposable au pouvoir.

Dans ces conditions, le syndicalisme révolutionnaire repose sur les principes suivants :

1-Sortir les problèmes syndicaux étudiants de leur étroitesse universitaire pour les poser constamment au niveau globale de la crise de l'enseignement et de ses conséquences sur le plan des options.

En combattant toutes les déviations (tentations corporatistes et opportunistes de certaines corpos, par le passé, notamment) tout en prenant en considération les intérêts moraux et matériels des étudiants, on donne aux revendications leur véritable dimension et on assure la liaison constante avec les masses. En effet l'expérience des luttes étudiantes a montré que leur succès dépend de leur degré de popularisation.

2-Considérant l'Université comme l'aboutissement de tout le système scolaire, lier l'action étudiante au secondaire et au primaire.

Des deux secteurs revêtent une importance considérable dans la lutte en raison de leur caractère populaire par leur étroite liaison avec les parents et les enseignants qui subissent directement les conséquences de l'enseignement de classe du pouvoir. Tout mouvement dans ces deux cycles a une influence immédiate sur les masses et les mobilise. C'est pourquoi le pouvoir veille à leur isolement, en introduisant l'organisation du secondaire et en décidant de dissoudre l'E. S. la seule porte d'accès au supérieur ouverte aux étudiants d'origine sociale modeste.

3- Généraliser le problème de l'enseignement par son extension à l'analphabétisme, en lançant un programme éducatif au sein des masses déshéritées et de la jeunesse scolarisée ou chassée de l'école. L'ouverture de ce front nouveau permettra un contact concret avec les masses et les jeunes et préparera l'Université à son avenir populaire non seulement par sa composition et son contenu, mais par son rôle au sein du peuple.

4- Agir en coordination étroite avec les organisations progressistes politiques et syndicales, les associations de parents d'élèves et les formations de jeunesse. C'est donner ainsi à la lutte pour l'enseignement une vaste solidarité concertée et une ampleur populaire. C'est renforcer tous les autres fronts de combat politique, économique et social. L'U.N.E.M. devra dans ce domaine accroître sa participation à l'appui populaire apporté à la lutte armée du Peuple Palestinien avant-garde de la révolution arabe.

Sur cette base, l'U.N.E.M. élargira son champ d'action en menant une lutte intégrée au sein des étudiants, des élèves, de la jeunesse et des masses. Populariser la lutte, c'est échapper à l'encercllement et à l'isolement que le pouvoir cherche à imposer au mouvement étudiant et au mouvement progressiste dans son ensemble.

Cette stratégie doit trouver sa traduction sur les plans de l'organisation et de l'action.

#### A-L'organisation

Elle doit répondre aux exigences:

- 1- le renforcement de l'unité du mouvement étudiant en élargissant son caractère de masse, sa démocratie et son autonomie interne. Ce qui ne s'obtient pas nécessairement par les dosages dans les responsabilités, mais tout d'abord au niveau de l'unité d'objectifs, de la ligne d'action et des moyens de leur application. L'unité d'action réalisée au cours des luttes historiques de cette année est un pas décisif dans ce sens et dément toutes les fausses allégations sur la démobilisation à cause de l'inadéquation du mode de scrutin majoritaire. Nous donnons à ce fait une signification profonde, en espérant qu'il inaugure une ère nouvelle, non seulement au sein de l'U.N.E.M.; mais au sein du mouvement progressiste tout entier.
- 2- de centralisation de la direction générale de la lutte pour à la fois lui donner sa force et son efficacité, et éviter toute parcellisation ou dislocation du front. En effet si la décentralisation permet un meilleur encadrement et une plus grande connaissance des problèmes locaux, et constitue un instrument adéquat de mobilisation, elle est incapable d'assurer la cohérence et la coordination dans les affrontements; elle peut même constituer un danger pour le mouvement. Le pouvoir a essayé de tirer profit de cette situation, en entraînant la Faculté de Médecine par exemple, dans des négociations isolées, visant la division des étudiants en créant chez certains l'illusion de possibilité de résolution de leurs problèmes particuliers. La décentralisation doit être uniquement locale, pour donner exclusivement à la Direction Centrale les prérogatives

au niveau national dans la conduite des luttes et des négociations avec le pouvoir.

3-du renforcement et de l'élargissement de la base de l'U.N.E.M. en imposant par des luttes l'encadrement des élèves du secondaire, et la réouverture de l'I.N.S., porte d'accès au supérieur pour les étudiants issus des classes laborieuses.

4-de coordination plus efficace avec les organisations progressistes pour éviter le fait regrettable et grave de leur silence qui a privé les vaillants combats des étudiants et des lycéens de leur solidarité agissante.

L'U.N.E.M. pour remédier à cette carence doit prendre l'initiative de la convocation d'une Conférence Nationale sur l'Enseignement réunissant les organisations populaires pour arrêter les bases communes d'action et d'institution d'un Organe Permanent de Coordination et d'Action sur l'enseignement.

## B- La ligne d'action

Elle doit être basée sur la mobilisation continue des étudiants visant l'élévation du niveau de conscience et de lutte de l'ensemble des étudiants, des élèves et de la jeunesse en général.

2 - Sur le dépassement de "l'atomisation" des revendications en faisant de chaque secteur scolaire une unité intégrée par la perte de son individualité au profit du mouvement global. Tout affrontement devient ainsi un combat généralisé qui aiguise la crise et débouche sur les préalables politiques de sa solution.

3 - Sur l'action directe seule forme de lutte qui oblige le pouvoir au combat à découvert et déplace le centre du débat au sein des masses. L'expérience de cette année est révélatrice de la justesse d'une telle orientation. Sans le recours à la grève générale et prolongée, sans les manifestations de rue, sans l'annonce sans précédent de la grève des examens, pour obliger le pouvoir à satisfaire les revendications légitimes des étudiants, pour demander la libération des détenus politiques et protester contre la vague de répression contre les forces progressistes, pour rejeter le caractère répressif du service militaire et arracher le bénéfice du sursis jusqu'à la fin des études, les luttes de l'année dernière et notamment celles de Mai - Juin n'auraient pas atteint les résultats obtenus.

"Seule l'action éduque les masses, seule elle donne la mesure de leur force, élargit leur horizon, éclaire leur intelligence et trempe leur volonté... Pas une seule liberté n'a été conquise sur la classe des féodaux sans une résistance acharnée..." (Lénine).

Le 15- 12 -1970

PARTICIPEZ NOMBREUX, à l'A.G. électorale des délégués au 14<sup>e</sup> Congrès de l'U.N.E.M. le 17- Décembre 1970, à 20h.